

Doctrines

Législation Communautaire

Nouvelles technologies et commerce électronique

- (061516) La notification d'une violation de données personnelles en application du RGPD , CANTERO Isabelle, CAPRIOLI Éric A. (Communication - commerce électronique, 01/04/18, n°4)
- (061512) RGPD - Le profilage , MARTIAL-BRAZ Nathalie (Communication - commerce électronique, 01/04/18, n°4)
- (061509) Le principe d'accountability : des formalités préalables aux études d'impact sur la vie privée (EIVP), METALLINOS Nathalie (Communication - commerce électronique, 01/04/18, n°4)
- (061505) RGPD - Les critères de qualification des acteurs (responsables de traitement, responsables de traitement conjoints, sous-traitants), METALLINOS Nathalie (Communication - commerce électronique, 01/04/18, n°4)
- (061500) Le périmètre du RGPD, METALLINOS Nathalie , PERRAY Romain (Communication - commerce électronique, 01/04/18, n°4)

Législation Nationale

Banque

- (061556) La mention du TEG dans les prêts professionnels sous l'empire de Rome I, BORDENAVE Alexandre , FOURNIER Benoît (Revue de droit bancaire et financier, 01/03/18. n°2)

- (061554) De quelques considérations économiques en droit fiscal bancaire et financier, DEBAT Olivier (Revue de droit bancaire et financier, 01/03/18, n°2)
- (061493) Cryptomonnaies : position de la Banque de France, LASSERRE CAPDEVILLE Jérôme, KOVAR Jean-Philippe (Banque, 01/04/18, n°819, p.90-92)

Bourse et marchés financiers

- (061553) Les dérivés sur crypto-monnaie sont des contrats financiers, PAILLER Pauline (Revue de droit bancaire et financier, 01/03/18, n°2)
- (061545) L'article 1195 du code civil à l'épreuve des instruments dérivés, CATILLON Vincent (R.T.D. COM., 01/01/18, n°1, p.249)

Civil

- (061476) Cession de créance : quelle concurrence entre le Code civil et le Code monétaire et financier ?, CONTE Henri (Petites Affiches, 05/04/18, n°69, p.7-20)
- (061346) Formation du contrat et obligation d'information du notaire : regards croisés (Entretiens juridiques du Centre National de l'enseignement professionnel notarial (CNEP); Paris, le 13 décembre 2017), JANNOT Jézabel (J.C.P. N., 23/03/18, n°12, p.23-38)

Commercial

- (061572) Relations commerciales : être établies ou ne pas l'être, HENRY Xavier (Petites Affiches, 06/04/18, n°70, p.9-13)

Nouvelles technologies et commerce électronique

- (061489) Le code algorithmique au service du droit, GODEFROY Lêmy (Dalloz, 12/04/18, n°14, p.734-740)

Procédures collectives

- (061541) Regards d'une civiliste sur l'articulation entre le droit spécial de la responsabilité pour insuffisance d'actif et le droit commun de la responsabilité civile, DANIS-FATOME Anne (R.T.D. COM., 01/01/18, n°1, p.22-54)

Sociétés et autres groupements

- (061555) Offres publiques d'acquisition - Le recours à l'earn out dans les offres publiques, AMSELLEM Jordan , THOMAS Philippe (Revue de droit bancaire et financier, 01/03/18, n°2)
- (061550) Quelle gouvernance pour la conformité du programme anticorruption de la loi Sapin 2 ?, AYED Wafa , DELVERT-MONTIGNY Delphine, JAUNE Renaud, MEGHEZI Fadette , PAULINO Jade, REMOT Patrick , VERDUN Franck (Cahiers droit de l'entreprise, 01/03/18, n°2)
- (061517) La protection des actionnaires minoritaires - État des lieux et perspectives, HEINICH Julia, PATRIZIO Fabrice (J.C.P. E., 11/04/18, n°15-16)

Institutions bancaires et financières

Législation

- (061630) Décision de la Commission des sanctions du 17 avril 2018 à l'égard de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Nord (lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme) (Commission des sanctions ACPR, 19/04/18)
- (061628) 2018-032 Guide de sensibilisation à la prévention de la fraude (avril 2018) (Communications Adhérents FBF, 18/04/18)
- (061627) 2018-033 Communication CFONB n° 2018-0020 - Procédure pour le traitement par les teneurs de comptes conservateurs de la retenue à la source sur les gains de source française provenant de dispositifs légaux d'actionnariat salarié (Communications Adhérents FBF. 18/04/18)
- (061626) 2018-030 Communication CFONB n° 2018-0016 - Dématérialisation des restitutions hebdomadaires portant sur les incidents de paiement sur effets

- (061625) 2018-027 Actualisation de la Charte de conformité au droit de la concurrence : règles de conduite à respecter par les collaborateurs et les adhérents de la FBF dans le cadre des travaux et échanges au sein de la Fédération (Communications Adhérents FBF, 13/04/18)
- (061624) Décision de la Commission des sanctions du 13 avril 2018 à l'égard de la société Delta Drone, de MM. A, B, Frédéric Serre et Pierre Tourrette (Commission des sanctions AMF, 17/04/18)
- (061607) Décision de la Commission des sanctions du 11 avril 2018 à l'égard de la société Conseil Patrimoine Finance et de ses co-gérants (Commission des sanctions AMF, 16/04/18)
- (061548) 2018-024 Remise du Questionnaire sur les pratiques commerciales et la protection de la clientèle : information de l'ACPR (Communications Adhérents FBF, 12/04/18)
- (061547) Position DOC-2018-04 sur les exigences en matière de gouvernance des produits au titre de la directive MiFID II (Positions AMF, 12/04/18)

Jurisprudence

Législation Communautaire

Banque

- **(061559) Supervision bancaire : la BCE devant le Tribunal de l'Union européenne**

Le Tribunal de l'Union européenne déclare légales deux décisions de la BCE soumettant le groupe Crédit Mutuel à une surveillance prudentielle sur une base consolidée de l'organe central et imposant à l'une des entités de ce groupe, le Crédit Mutuel Arkea, un ratio de fonds propres. (Tribunal de l'Union européenne - 13/12/17 : Revue de droit bancaire et financier 2018, n°2 - note de BOUCARD François)

Législation Nationale

Assurances

- **(061584) Résiliation annuelle de l'assurance emprunteur par l'emprunteur immobilier : fin de partie**

Le Conseil constitutionnel a validé le principe du droit de résiliation annuelle de l'assurance des emprunteurs immobiliers par les emprunteurs et son application à tous les contrats à compter du 1er janvier 2018. Son application immédiate aux contrats en cours permet de faire bénéficier tous les emprunteurs immobiliers

de la faculté de résiliation, quelle que soit la date de conclusion de leur contrat, ce qui répond à l'objectif d'intérêt général poursuivi par la mesure. (Conseil Constitutionnel - 12/01/18 : Revue Lamy Droit civil 2018, n°158, p.49 - note de BOITTE SEGUINEAU DE PREVAL Odile)

Banque

- **(061558) Le dépôt d'espèces au guichet automatique de la banque et le droit à la preuve**

Par un arrêt du 24 janvier 2018, la chambre commerciale de la Cour de cassation donne raison aux premiers juges d'avoir fait échec à la convention liant la banque et son client, aux termes de laquelle la preuve du montant du dépôt d'espèces à un guichet automatique ne pouvait pas être apportée à l'aide du ticket délivré par la machine. (Cass.Com - 24/01/18 - 16-19866 : Revue de droit bancaire et financier 2018, n°2 - note de SAMIN Thierry, TORCK Stéphane)

- **(061546) La banque manque à son obligation de prudence dès lors qu'elle ne vérifie pas si l'attestation fournie justifie de l'exécution parfaite et complète des travaux financés**

La Cour casse une décision ayant condamné un emprunteur à rembourser sa banque alors qu'elle avait constaté que la banque, qui n'avait effectué aucun contrôle sur les conditions dans lesquelles les contrats de vente et de crédit avaient été souscrits, avait manqué à son obligation de prudence. Il est par ailleurs exigé des juges du fond qu'ils vérifient si l'attestation de travaux signée par les emprunteurs justifiait, lors du déblocage des fonds, de « l'exécution complète et parfaite de la prestation convenue ». (Cass.Civ. - 31/01/18 - 16-28138 : R.T.D. COM. 2018, n°1, p.177 - note de LEGAIS Dominique)

- **(061430) Destination formelle du prêt et compte particulier support de l'opération de crédit**

Le prélèvement sur un compte personnel des échéances d'un prêt expressément qualifié de « professionnel » n'est pas exclusif de cette dernière qualification. (Cass.Civ. - 18/10/17 - 16-14571 : Actualité juridique de droit immobilier 2018, n°3, p.210 - note de MOREAU Mélanie, MOREAU Julien, POINDRON Olivier)

Bourse et marchés financiers

- **(061583) Gestion collective - Information et rémunération des distributeurs d'OPC**

Les commissions sur encours versées à un distributeur d'OPC ne rémunèrent pas l'accomplissement par ce dernier de son obligation d'information mais la commercialisation des OPC auprès de ses clients, laquelle comporte une obligation d'information des investisseurs. Le distributeur de fonds d'investissement dont les rachats de parts sont bloqués pendant plusieurs

années ne saurait, postérieurement à la souscription, être tenu d'une obligation d'information sur l'adéquation du produit à la situation du client. (Cour d'appel - 22/01/18 : Revue de droit bancaire et financier 2018, n°2 - note de RIASSETTO Isabelle)

- **(061581) Retrait d'office par l'AMF de l'agrément d'une société de gestion de FIA**

Par un communiqué de presse publié le 12 février 2018, l'AMF a informé le public qu'elle a prononcé le retrait d'agrément de la société de gestion de portefeuille Vendôme Capital Partners. (23/01/18 : Revue de droit bancaire et financier 2018, n°2 - note de STORCK Michel)

- **(061392) Actions - Transfert de propriété**

L'ordre de mouvement contesté et non inscrit en compte ne peut constituer un écrit prouvant la propriété des titres (Cour d'appel - Paris - 11/01/18 : Droit des sociétés 2018, n°4 - note de VABRES Régis)

Garantie

- **(061518) La mise en jeu du principe de proportionnalité**

La disproportion manifeste du cautionnement aux biens et revenus de la caution suppose que la caution se trouve, lorsqu'elle le souscrit, dans l'impossibilité manifeste de faire face à un tel engagement avec ses biens et revenus. (Cass.Com - 28/02/18 - 16-28841 : J.C.P. E. 2018, n°15-16 - note de LEGEAIS Dominique)

- **(061448) Warrant agricole – Inopposabilité de la sûreté**

Le warrant agricole transcrit sur le registre spécial du tribunal postérieurement au jugement d'ouverture est inopposable à la procédure collective. (Cour d'appel - Angers - 05/12/17 : Revue des procédures collectives civiles et commerciales 2018, n°2 - note de LEBEL Christine)

- **(061423) La faute de gestion dans le cadre du débouclage anticipé d'un LBO**

Est transparente la filiale dont les décisions relèvent de la volonté de son associée unique. Doit être examinée à l'aune de ce rapport, la faute de gestion reprochée au dirigeant du holding. Commet une faute de gestion le dirigeant du holding qui est intervenu directement et efficacement pour faire aboutir la cession de contrôle de sa sous-filiale par sa filiale. En l'absence d'une quelconque chance d'obtenir un vote favorable, le défaut de convocation de l'assemblée en vue de la recapitalisation du holding n'est pas une faute de gestion. Si elle ne contribue pas à aggraver le passif, la poursuite d'une exploitation déficitaire n'est pas une faute de gestion. (Cour d'appel - Paris - 29/09/17 : Revue des sociétés 2018, n°4 - note de DOM Jean-Philippe)

Sociétés et autres groupements

- **(061424) Nullité des délibérations sociales : le juge statue en droit !**

Il résulte de l'article 1844-10 du code civil que la nullité des actes ou délibérations des organes d'une société civile ne peut résulter que de la violation d'une disposition impérative du titre 9 du livre III du code civil ou de l'une des causes de nullité des contrats en général. En conséquence, viole l'article 12 du code de procédure civile l'arrêt qui annule les délibérations des associés statuant sur l'approbation des comptes et le quitus donné à la gérante, au motif que les comptes concernés étaient faussés du fait de manques à gagner dus à la gérante qui se faisait héberger gratuitement et qui laissait une société tierce bénéficiaire gratuitement de locaux. (Cour d'appel - Paris - 20/09/17 : Revue des sociétés 2018, n°4, p.246 - note de COUPET Caroline)

- **(061404) La société émettrice d'obligations ne peut participer au vote de l'assemblée des obligataires**

La société émettrice d'obligations ne peut participer au vote de l'assemblée générale des obligataires car elle ne peut, à la fois, proposer à l'assemblée générale un report d'échéance du contrat d'émission et voter dans la même assemblée. Cette interdiction s'étend à l'encontre d'un obligataire placé sous la dépendance directe de la société émettrice. (Cass.Com - 31/01/18 - 15-14028 : Bulletin Joly Sociétés 2018, n°4, p.204 - note de STORCK Michel)

Textes

Législation Communautaire

Banque

- (061538) Orientation (UE) 2018/571 de la Banque centrale européenne du 7 février 2018 modifiant l'orientation (UE) 2016/65 concernant les décotes appliquées lors de la mise en œuvre du cadre de politique monétaire de l'Eurosystème (BCE/2018/4) (J.O.U.E. série L n°95 du 13/04/18, p.45)
- (061537) Orientation (UE) 2018/572 de la Banque centrale européenne du 7 février 2018 modifiant l'orientation BCE/2014/31 relative à des mesures temporaires supplémentaires concernant les opérations de refinancement de l'Eurosystème et l'éligibilité des garanties (BCE/2018/5) (J.O.U.E. série L n°95 du 13/04/18, p.49)
- (061536) Orientation (UE) 2018/570 de la Banque centrale européenne du 7 février 2018 modifiant l'orientation (UE) 2015/510 concernant la mise en œuvre du cadre de politique monétaire de l'Eurosystème (BCE/2018/3) (J.O.U.E. série L n°95 du 13/04/18, p.23)
- (061535) Décision d'exécution (PESC) 2018/569 du Conseil du 12 avril 2018 mettant en œuvre la décision 2010/788/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo (J.O.U.E. série L n°95 du 13/04/18, p.21)
- (061534) Décision (PESC) 2018/568 du Conseil du 12 avril 2018 modifiant la décision 2011/235/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes et entités au regard de la situation en Iran (J.O.U.E. série L n°95 du 13/04/18, p.14)
- (061533) Règlement d'exécution (UE) 2018/566 du Conseil du 12 avril 2018 mettant en œuvre l'article 9 du règlement (CE) n° 1183/2005 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre des personnes agissant en violation de l'embargo sur les armes imposé à la République démocratique du Congo (J.O.U.E. série L n°95 du 13/04/18, p.9)
- (061532) Règlement d'exécution (UE) 2018/565 du Conseil du 12 avril 2018 mettant en œuvre le règlement (UE) n° 359/2011 concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, entités et organismes au regard de la situation en Iran (J.O.U.E. série L n°95 du 13/04/18, p.1)

Législation Nationale

Banque

- (061582) Arrêté du 12 avril 2018 portant application des articles L. 562-3 et suivants, L. 745-13, L. 755-13 et L. 765-13 du code monétaire et financier (J.O. n°87 du 14/04/18)
- (061529) Arrêté du 11 avril 2018 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°86 du 13/04/18)
- (061528) Arrêté du 11 avril 2018 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°86 du 13/04/18)
- (061527) Arrêté du 11 avril 2018 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°86 du 13/04/18)
- (061526) Arrêté du 11 avril 2018 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°86 du 13/04/18)
- (061525) Arrêté du 11 avril 2018 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°86 du 13/04/18)
- (061524) Arrêté du 11 avril 2018 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°86 du 13/04/18)
- (061523) Arrêté du 11 avril 2018 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°86 du 13/04/18)
- (061522) Arrêté du 11 avril 2018 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°86 du 13/04/18)
- (061521) Arrêté du 11 avril 2018 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°86 du 13/04/18)
- (061520) Arrêté du 11 avril 2018 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°86 du 13/04/18)
- (061519) Décret n° 2018-264 du 9 avril 2018 relatif au dispositif de gel des avoirs (J.O. n°86 du 13/04/18)

Bourse et marchés financiers

- (061530) Arrêté du 11 avril 2018 portant application des articles L. 562-2 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°86 du 13/04/18)

Immobilier et urbanisme

- (061531) Avis relatif à l'indice de référence des loyers du premier trimestre de 2018 (loi no 2008-111 du 8 février 2008) (J.O. n°86 du 13/04/18)